

" Messieurs, je déclare ouverte votre session budgétaire 1951."

(applaudissements)

LE PRESIDENT se lève à son tour et prononce le discours suivant :

" Je me dois de vous remercier, Monsieur le Gouverneur, d'avoir bien voulu satisfaire notre curiosité, et nous apporter en chacune des matières sur laquelle notre Compagnie va oeuvrer durant un mois, des lumières des chiffres, des commentaires.

" Il est net que l'Administration, d'une part, l'Assemblée, d'autre part, sont l'une et l'autre intéressées à la poursuite de travaux qui conditionnent l'existence économique et financière de ce Territoire.

" Mais j'aimerais, avant de m'engager sur la voie arithmétique, souligner combien la position de l'Assemblée, son point de vue, et ses sentiments, sont susceptibles de différer de ceux de l'administration.

" Pourquoi ?

" Parce que l'Administration n'a en l'occurrence, qu'une mission employer les ressources que notre compagnie a, elle, pour principale charge de créer, de réunir, et de mettre à la disposition des services. On conviendra que notre fonction est de loin la plus ingrate.....

" C'est pourquoi, Messieurs, les considérations qui vont suivre seront sévères, et parfois empreintes d'amertume. Mais je ne serais honnête, ni avec vous, ni avec mes collègues, ni avec moi-même, si je croyais bon d'affirmer que tout est pour le mieux dans le meilleur des mondes.

" C'est donc après une parturition laborieuse que nous voici enfin, en présence de "Bébé Budget 1952".

" Il est volumineux. Il est lourd. Son hérité est terrible. Elle accumule les tâches de presque tous ses prédécesseurs.

" Mais avant que de parler de la destination et de l'avenir de cet ahurissant phénomène, il nous faut reconnaître, chacun pour notre part, ne pas être étonné des difformités de ce nouvel arrivant, car notre conscience sait, elle, que nous n'avons pas fait

ce que nous devions, que nos yeux ne cherchèrent pas toujours à apercevoir les symptômes d'avaries manifestes, et que quand bien même nous savions ne pas pouvoir l'alimenter convenablement, nous laissions engendrer ce bâtard qui, tel quel, n'est autre que le résultat de complaisances coupables. Mais complaisances, je le souligne, qui n'étaient que l'expression de notre constant désir d'apaisement, de notre désir réaffirmé, réitéré, d'améliorer nos rapports avec l'Administration, de les débarrasser d'interventions que cette même Administration eut pu interpréter comme une opposition systématique. Permettez-moi de le déclarer : Nous ne fûmes que rarement compris.....

Et s'il est courant de dire qu'à Tahiti tout s'arrange, laissez-moi, aujourd'hui ne pas faire mienne cette formule, ne pas partager cet optimisme.

280 millions de francs "Pacifique". Telle est en effet la valeur escomptée du nouveau venu que nous abandonnons, aux élus de la prochaine Assemblée, avec la perspective d'un déséquilibre déjà prononcé.

La majeure partie de ces dépenses pourrait à la rigueur se justifier par des besoins évidents. Elles devraient être la conséquence logique d'une poussée vers un rationalisme qui nous a fait longtemps défaut. Et de fait, le P.I.D.E.S. laissait entrevoir un avenir prometteur. Hélas ! pour l'heure, nous ne pouvons que constater le désordre de ses attributions, de son fonctionnement, de son application onéreuse, et de son nouveau mode d'amortissement qui provoquera des charges budgétaires à ce point alarmantes qu'elles créent un problème financier que nous n'osons pas aborder.

Pourtant, il s'agit de notre avenir immédiat. Mais si nous ne pouvons nous refuser à participer à un progrès que nous appelons depuis longtemps, nous n'avons pas davantage le droit de compromettre la quiétude de nos populations.

Car tout de même, convenez avec moi, que bien que nous ne sachions où nous allons, nous nous y rendons à vive allure, sans nous inquiéter des obstacles, que nous pressentons, mais dont nous ne paraissions décidés à tenir compte que lorsque nous nous y serons rompus les os.

Et cependant, nos spécialistes en sont encore à parfaire les soldes, à composer des numéros entiers de Journal Officiel réglemant quelques catégories d'allocations, à mettre à jour une comptabilité vieillie de trois ans, alors qu'il nous faudrait établir un état..... sincère de notre situation présente et un autre de nos besoins et de nos ressources futures, comme le ferait un honnête commerçant. Et c'est là où j'en appelle de nouveau à vous, mes Chers Collègues : parce que l'on nous les proposait avec assurance, et des arguments toujours peremptoires, il y eut des dépenses que nous n'avons osé ou su repousser, alors que nous en ignorions le volume ainsi que le moyen de les alimenter.

Nous maintenons une administration ruinée, inadaptée aux contingences, aux circonstances, et bien que cela puisse paraître paradoxal : insuffisante en productivité et en efficacité, alors que pléthorique, et correspondant à l'encadrement de populations deux fois supérieures en nombre. Cette grande famille morne son temps, son dévouement, ses talents, avec usure, et étend son règne économique avec despotisme, sur un pays dont les deux tiers de la population déplorent l'insuffisance de son pouvoir d'achat, et évoquent constamment l'insécurité du lendemain.

existe en fonction inverse de l'importance de sa soude.

Ce qui fait qu'à partir de 25.000 F par mois, on est exempt de tout souci, écarté de toute complication, délié de toute discipline. Inflation, mévente, faillite, rien n'atteint plus les bureaux. Les hommes n'y résident d'ailleurs que temporairement. D'autres bureaux dans d'autres territoires, leur offriront une nouvelle quiétude un instant menacée. La situation sera sauve !

Soixante dix Gouverneurs entourés de leurs équipes, illustrent, depuis quatre-vingts ans, mon faible exposé. Quelles sommes d'erreurs avons-nous pu constater ? Quelles sanctions prises..... Je vous laisse établir le bilan.

Mais le grave tient en ce que notre avenir repose sur cet état d'insouciance de l'Administration, et notre asservissement à la cause de son personnel.

Se préoccupe-t-on de savoir si la capitale et les archipels disposent d'un matériel adéquat ? Je dis : ADEQUAT. Je ne dis pas : FLETHORIQUE. Car il semble que ce qui nous fascine le plus défaut soit le sens de la mesure. De plans, de perspectives, de devis, nous ne sommes pas privés. Mais ils ne sont que le résultat d'études trop sommaires, ou trop hâtives, qui ont négligé trop de facteurs.

Se préoccupe-t-on de protéger des intempéries, des mains malhonnêtes et de la détérioration tout court, les matériels et matériaux à pied d'œuvre ? Contrôlera-t-on un jour la qualité et l'importance des fournitures livrées, pour le compte du Territoire, par les divers fournisseurs habituels ? Surveillera-t-on ce que les Services Publics expédient dans les archipels ? Car je l'ai constaté au cours de mes voyages : les îles tiennent notre organisation officielles en piètre considération. Elles se la sont formée en regardant tout simplement comment nous procédions en tout ce qui est administratif.

Puisque nous faisons allusion à certaines fantaisies, je ne puis omettre d'évoquer la création d'une cité hospitalière moderne. Cela nous séduit. Je l'avoue. Et l'utilité d'une telle construction n'est pas à rejeter tout entière. Mais..... nous ne connaissons qu'à l'usage le montant des dépenses de personnel et d'entretien. De quel ordre sera-t-il ?..... C'est une inconnue qui mérite d'être sérieusement étudiée, afin d'éliminer avant toute expérimentation, les frais généraux aussi inutiles qu'onéreux.

Nous nous orientons vers la médecine clinique. Et qui plus est : médecine pour indigents. Il n'y a rien là qui puisse heurter nos tendances socialistes. Bien que l'Etat Providence soit en fait une providence dont le menu peuple fait les frais. Et mon souci des derniers publics m'incite à penser qu'une juste répartition..... et gâchis, la marge est vaste. Mais ce qui m'inquiète encore, c'est de constater qu'au titre de la prophylaxie, de l'hygiène publique, de l'hygiène alimentaire à l'hôpital, à la maternité, à l'asile des vieillards, au titre de l'éducation sociale de la population, de l'instruction du personnel de santé, de l'isolement d'une certaine catégorie de contagieux (tuberculeux, lépreux) on croit devoir faire moins qu'au titre de la filariose. Mais alors, la lèpre, les maladies vénériennes, la tuberculose, seraient moins graves que la fœcée ? Vous ne pensez pas qu'il faudrait que

chacun ait sa part. ? Puisque nous disposons d'un laboratoire de recherches, doté de la personnalité civile, et d'un budget autonome créé spécialement pour lutter contre les maladies endémiques, peut-être pourrait-on mettre cet organisme à contribution pour certaines autres investigations ?

Les progrès en médecine pourront toujours modifier quelques-unes de nos méthodes, mais il me semble que sans nous lancer dans des expériences coûteuses, et en faisant honnêtement la part de la recherche, et celle de l'application, le problème de l'organisation de la santé pourrait être l'un des premiers résolus, à partir, précisément, de cette organisation de la prévention dont personne ne saurait contester l'indispensabilité.

Après ces rapides constatations, poursuivons le cours de notre inspection. Voici le Service de l'ENSEIGNEMENT qui dispose d'un Secrétariat important et peut ainsi noircir sans trêve d'innombrables papiers, qui pour nous, demeurent inconnus.

Mais ce Service est-il seulement en mesure de contrôler mensuellement l'enseignement donné à Tahiti ? A-t-il une idée des résultats obtenus dans les îles ? Sait-il que si les enfants doivent venir à Papeete, c'est afin de s'y instruire moins lentement ? et pour ne pas perdre des années en crayonnant des cow-boys armés, et en énoncements infructueux. Les parents, fréquemment, doivent abandonner leurs terres pour suivre des enfants dont il faut s'occuper.

En ce qui concerne les îles, on s'obstine, des années durant, à tenter d'inculquer des rudiments d'une instruction point adaptée à leur compréhension, dans une langue qu'ils ignorent encore. À des élèves dont un sur 100, environ, est susceptible de soutenir une conversation en français, après huit années d'école. Le cours de l'Avoyron, le sommet des Alpes, les tribulations de la guerre de cent ans passent ainsi sans profit, dans le souvenir éphémère de jeunes cervelles qui ignorent l'importance de l'Océan Pacifique sur le globe, la position de l'Océanie française sur cet océan, et particulièrement celle de leur île par rapport à Tahiti. En leur prodiguant des connaissances destinées à des activités auxquelles ils ne pourront jamais prétendre, on leur fait perdre leur temps, celui des instituteurs, et nous gaspillons nos fonds. Transporter ainsi, par l'imagination, sur un continent avec lequel ils ont très peu de chances de prendre un jour contact, nos petits Paumotus et nos petits Marquisiens, est-il un programme scolaire pour enfants vivant aux Antipodes de la France ?

V Les Tahitiens étaient autrefois plus évolués. Leurs notions d'astronomie, de météorologie, de navigation, de constructions navales, d'art folklorique, ainsi qu'en matière de pêche ou de cultures vivrières, étaient plus vastes qu'aujourd'hui. Leur organisation sociale correspondait à leur tempérament, à leurs besoins. D'un peuple de caractère, on a fait une masse d'hébétés, de gens inertes qui paraissent indifférents, parce qu'ils n'éprouvent même plus le besoin de dire que nous les décevons. Pour clore ce chapitre, je ferai appel à un souvenir personnel : lorsqu'au début de 1950 nous visita une mission aérienne (encore un château en Espagne) en voyage d'études (délicieux euphémisme), j'entendis le Chef de Cabinet du Sous-Secrétaire d'Etat à la France d'Outre-Mer faire à quelques-uns de nos voisins la réflexion suivante : "..... Il n'est pas très élogieux pour notre corps enseignant de constater qu'après quatre vingts ans de présence française dans le Pacifique, on parle si peu français à Tahiti, et si mal....." f

Tournons-nous vers la Justice. Que faisons-nous pour suppléer à son impuissance particielle ?

A ce passage et en signe de protestation, M. LE GOUVERNEUR, suivi des Membres du Conseil Privé, des personnalités qui l'accompagnaient, ainsi que des principaux chefs de Service présents dans les rangs du public, quitte la salle de l'Assemblée.

LE PRESIDENT poursuit son exposé :

Que faisons-nous pour suppléer à son impuissance particielle, à ses carences d'organisation dont la plus grave tient en ce qu'elle est trop loin de certains justiciables, et que les contacts entre Magistrats et délinquants sont trop rares ? Je déplore que l'on ait supprimé les tribunaux indigènes, au lieu de codifier certaines de leurs lois et de vulgariser quelques-uns de leurs principes. On détruit ce que l'on trouve, mais on ne peut le remplacer par un produit de même valeur. Des siècles pourtant avaient éprouvé la forme et l'esprit de la juridiction locale. On a limité la compétence des administrateurs-juges qui pouvaient statuer en matière correctionnelle, ce qui épargnait de coûteux voyages à toute une catégorie de jeunes gens lâchés en pleine nature, et qui paraissent s'orienter aujourd'hui vers le délit, en tant qu'agent de tourisme, puisqu'ils sont ainsi à même de bénéficier d'un voyage à Papeete. Qu'attend-on de la moralité des populations des îles éloignées, où la goélette chargée d'alcool passe avec moins de fugacité et de rareté que la Justice ? Quel dérivatif offrira-t-on aux primitifs livrés à eux-mêmes.

Quand simplifierons-nous cette institution pour mieux l'adapter au pays afin de supprimer formalités et lenteurs et limiter le nombre des procès par l'éducation des populations, l'amélioration des rapports juridiques entre individus, une meilleure pratique de nos défenseurs, un bon notariat, et un réveil de nos pouvoirs publics qui ont preuve d'une regrettable négligence dans l'application des textes existants ? D'où récidives d'actes reprehensibles nuisant par exemple à l'ordre public.

Je critiquais le programme scolaire des îles; ne pourrait-on pas le compléter en apprenant aux enfants leur lieu de naissance, leur nom, leur prénom, leur filiation rudimentaire, leur âge, ce qu'est un enfant naturel et un enfant légitime, et accompagner le tout de quelques lapidaires et simplistes notions de droit familial. Voilà qui aiderait grandement le fonctionnement de l'état-civil, et concourrait aux règlements rapides des affaires de terre.

Quand prendra-t-on de sérieuses et solides dispositions à l'endroit du problème de l'indivision des terres ? problème soulevé depuis 1946, par l'un des membres de cette Assemblée, et dont les répercussions sont fâcheuses sur notre vie sociale et économique. Une solution en ce sens rehausserait le crédit de la justice, celui de l'Administration, et éviterait l'afflux à Papeete de cultivateurs dépossédés venant renforcer le prolétariat citadin.

Crédits et personnel semblent manquer pour amorcer la réforme urgente et souhaitée. Cependant, je m'étonne que pour juger un simple délit de coups et blessures, étudier sur place la création d'un centre pour mineurs délinquants à l'île Mopélia, par exemple, on ~~immobilisât~~ mobilisât une goélette armée par 3 Magistrats, 1 Secrétaire, 1 greffier, 1 Commissaire de Police, 1 mutoi, 1 inspecteur des Affaires Administratives, 1 Assistante sociale !... J'allais oublier le justiciable que l'on avait fait venir à Papeete pour qu'il bénéficiât d'un salutaire changement d'air ! Cela devait faire cher du coup de point. Que n'étend-t-on ce système à tous les E.F.O. ? Voilà qui favoriserait le recrutement de la jeune magistrature.

Notre service pénitentiaire dont les charges vont en s'accroissant, envisage-t-il vraiment d'exploiter de façon utile, ef-

ficace et productive, la main-d'oeuvre pénale, autrement qu'en la plaçant gratuitement en qualité de "nurse", "lavandière", ou "jardinier" chez nos dépayés ? Je crains que devant le succès de ce système nous n'en venions bientôt à manquer de détenus pour faire le ménage de la prison.

Mais il y a moins plaisant. L'autorité d'un Magistrat, son indépendance, son ardeur à la tâche, son objectivité, sont menacés par la durée du séjour. Ce qui nous conduit à supposer que plus celui-ci se poursuit, plus l'homme risque de juger à travers une optique subjective. Ne pourrait-on obtenir que les sages règles qui conditionnent les mouvements des membres de cette grande famille aux tâches, nous l'avouons, peu spectaculaires, jouent avec plus de précision ?

Voilons ces faiblesses. Point pour les oublier. Mais pour clore présentement mon exposé. Il pourrait être étoffé. Mais d'autres sujets doivent être évoqués. Et j'y viens.

Les fonds du F.I.D.E.S. nous sont octroyés avec parcimonie et selon un processus fantaisiste. Nous n'obtenons invariablement qu'un tiers de ce que nous demandons, ce qui fait que nous poussons nos affaires au petit bonheur, en utilisant au mieux les liquidités disponibles, qui ne correspondent jamais à un travail rationnel et cohérent.

C'est ainsi que le budget approuvé avec six mois de retard nous oblige à suspendre des chantiers ou à réaliser, coûte que coûte, la tranche annuelle en six mois. L'économique et le social partagent en frères, sans pouvoir tenir compte de ce que le premier conditionnera toujours le second. Car tout est urgent. Et rien ne peut attendre. La participation du Territoire semblant être fixée à 45% à partir de cette année, notre dette à la Caisse de la France d'Outre-Mer atteindra dans quelques 5 ans, après réalisation de notre plan : UN DEMI MILLIARD, ce qui, bon an, mal an, représentera 10 millions d'intérêts.... et un amortissement échelonné sur 17 années, dont l'effet se fera sentir au cours des trois premières années qui suivent l'emprunt. Nos dépenses d'entretien s'accroissant par ailleurs devant une production quasi-stabilisée au niveau actuel et qui s'aggravera d'un facteur angoissant : notre développement démographique ! Nous n'aurons aucune ressource nouvelle à y adjoindre. Car notre caisse de réserve s'est révélée épuisée au moment où nous en avons le plus besoin.

Je pose donc l'équation pour ceux qu'elle intéresse :

- Qu'allons-nous faire ?
- Que ferons-nous devant les échéances ?
- Les plans que nous tirons sont-ils à notre échelle ?
- L'ampleur des projets à l'étude concorde-t-elle avec nos besoins et nos ressources ?
- Doit-on encourager le gaspillage ou le réprimer ?

o o
o o

Quand sonnera l'heure tant attendue de la réorganisation administrative ?

Un inspecteur des Colonies et deux Gouverneurs, se sont penchés sur le problème pour aboutir péniblement au changement de couleur de quelques pions, et à l'exécution sommaire de trois ou quatre plantons, qui ne satisfaisaient pas leur chef. Et.... qui ont été remplacés depuis ! Par contre, on a procédé, malgré les avertissements de l'Assemblée, à une intégration de fonctionnaires...

engagés jusqu'ici à titre temporaire, et dont on ne saura que faire dans les années à venir, lorsque les vaches maigres auront fait leur apparition, et peut-être le chômage.

En attendant les réformes que les événements imposeront d'eux-mêmes, ne pourrait-on parvenir à quelques compressions, afin de faire moins de malheureux aux heures douloureuses ?

Supprimer, comme l'un d'entre nous l'a déjà proposé, un ou deux Chefs de Circonscription, réduire le Service des A.P.A. dont les rapports avec Paris ne nous regardent pas et répartir certaines de nos charges et responsabilités entre les Chefs de services point trop surmenés. Nous pourrions donc le rattacher, ainsi que l'Inspection du Travail, aux Affaires économiques, qui gagneraient -- et la population également -- à être mises en veilleuse. Car la Métropole pourrait fixer une fois pour toutes notre contingent en devises, sans paperasseries, sans justifications tracassières et éviter, par la même occasion, un dirigisme enfantin. Nous supprimerions du même coup la spéculation qui influe beaucoup sur le coût de la vie et reviendrions à des conceptions plus saines et moins coûteuses, en matière commerciale.

Je pense encore que nous pourrions rajeunir les Service des finances et du Trésor, deux nécessités entravées par les textes et l'habitude de noircir du papier. Aux méthodes actuelles, dont la seule fonction est de justifier un personnel surnuméraire, on pourrait substituer une aine comptabilité commerciale, plus claire, plus expéditive, moins onéreuse.

Que dire de postes créés tout de go, et dont on nous a imposé le titulaire, tel que le poste de Chiffreur, dont la dépense devrait incomber à la Métropole ? Car, le politique, le judiciaire, le militaire, et l'administration générale ne nous regardent pas. Même observation pour la Sûreté, dont la direction dépend plutôt du Ministère de l'Intérieur, et du Chef du Territoire. La Gendarmerie pourrait coiffer notre police, et nous économiserions un demi million. Nous pourrions revenir à des conceptions moins empiriques, moins dolosives, en réduisant l'indemnité pour frais de déplacement -- injustifiable -- aux taux pratiqués présentement. Et pour une fois, qu'une Excellence paraît raisonnable, suivre l'avis du Ministre, en ce qui concerne le complément de solde, et s'en tenir, vu la situation du Territoire, à un crédit de principe.

On pourrait peut-être aussi supprimer les heures supplémentaires à ceux qui ont trop de beurre, puisque nous les refusons systématiquement à ceux qui n'ont que du pain sec, la plupart du temps. Enfin, pourquoi maintenir en double emploi des avantages matériels de toutes sortes, alors que les nouvelles indemnités tiennent suffisamment compte des préjudices matériels et moraux de nos dépayés servant hors de la Métropole. Il n'est jusqu'à ces vilains ragôts qui visent l'utilisation détournée de certains crédits de bureau, ce qui impliquerait leur contrôle.

Mais tout ceci est sanctionné par des textes, des principes, des mauvaises habitudes, et le système défensif est si bien conçu, que le Chef du Territoire lui-même ne peut en franchir les lignes. Aussi donc prescrirai-je : Autonomie administrative et financière.....

Et pour clore ce chapitre des économies, je demanderai :

- Quand éviterions-nous les chassé-croisés d'un personnel coûteux alors que nous pourrions recruter sur place ou par contrat un personnel moins exigeant ?

- Quand simplifierons-nous notre bureaucratie ?

1. Quand cesserons-nous de préférer le coût onéreux de travaux à la remise de 20.000 F à un Chef de district, pour l'accomplissement d'ouvrages locaux pouvant être réalisés par la main-d'œuvre bénévole ?

Ne voit-on pas qu'en voulant éviter le coulage, on provoque des dépenses plus que décuplées ?

280 millions pour un revenu annuel de 750 millions ! Soit 45 à 50 % du pouvoir d'achat de la classe, qui doit atteindre environ 500 millions. Tel doit être l'effort fiscal envisagé par le Territoire, cette année. Effort basé sur une période de prospérité unique, donc instable. Effort fiscal écrasant pour le salarié, le chargé de famille et l'économiquement faible. Et de ceux-ci, il y a, bien davantage que ne pourraient le laisser croire les nombreuses voitures américaines sortant avec une belle régularité des cales des cargos.

Toutefois, on nous fait prendre la potion avec certains ménagements ; ménagements tout stylistiques, tout de forme, tout d'apparence. C'est ainsi que les augmentations de taxes et les droits de consommation sont présentés de manière à ce point simplifiée, que nous ayons l'impression, en nous refusant à les adopter, de jeter notre économie à bas.

Et, Messieurs, je puis dire que la Métropole ne manque pas de ressources quant aux Docteurs en-fiscalité, et je reconnais que nous ne sommes pas de taille quant aux arguties. Toutefois, je n'ai pas l'impression que cela enrichisse beaucoup la Mère-patrie qui nous communique sa déplorable habitude de faire adopter des budgets sans queue ni tête, et que les événements révèlent toujours trop faibles, imprévoyants et factices.

Si, à Tahiti, les impôts ont jusqu'ici donné satisfaction, chercher à étendre leurs effets conduirait à une injustice sociale, pour dégénérer en déséquilibre financier, par l'éclosion de hausses de salaires.

J'avais proposé l'an dernier un système d'impôts, basé non pas sur le revenu - cela est très compliqué et influe plus ou moins sur les prix de revient - mais, sur les gros traitements, les bénéfices industriels et commerciaux, les professions libérales, auxquels on aurait ajouté un relèvement de la taxe à l'exportation pour simplifier la perception d'un impôt foncier. Je désirerais ce système, tout de souplesse, pas bureaucratique (car le talent du fonctionnaire se rétribue à un très haut barème) et surtout point inquisitorial, afin d'éviter toute controverse. Mais que peuvent la logique et les sentiments lorsque l'on se heurte à l'incompréhension, l'indifférence ou la malice ? Notre Administration a l'esprit conservateur (cela se conçoit, lorsque le système progressif d'amélioration des soldes, fonctionne aussi bellement). Notre Administration donc, s'appuyant sur des doctrines dont elle a fait son credo, puis sur des textes et des formules hermétiques pour le profane, nous a fourni sa réponse par le truchement d'un travail de bénédiction : 80 pages dactylographiées.... Pas une de moins. L'assimilation du tout par une intelligence moyenne restait aussi problématique que le résultat de l'étude, car les rédacteurs concluaient par l'appel d'un spécialiste. Un spécialiste qui nous aiderait en somme à accroître notre déficit budgétaire.....

Puisque le Conseil d'Etat est seul compétent en matière d'assiette et de règles de perception des impôts, il eut peut-être mieux valu d'abord se mettre en rapport avec ses services ? Par de telles hésitations, par ses alternances, notre Administration se déconsidère, et perd l'occasion de tenir le beau rôle. Je n'insisterai pas sur cette question. Elle paraît vidée : compétences et pouvoirs semblent se cristalliser autour d'une suggestion que j'estime inapplicable. Je m'en remets donc à l'opinion publique.

Messieurs, notre situation est franchement mauvaise. Mais avec l'autorité limitée de notre Assemblée, je ne vois aucun moyen d'améliorer ce tableau.

Je déplore en l'occurrence que nous soyons seuls à défendre nos droits alors que tant de parlementaires sont supposés les soutenir auprès des bureaux. J'évoquerai tout particulièrement la Loi Lamine-Guaye qu'à ma connaissance aucun de nos Parlementaires n'a combattue, na fut-ce que pour le principe, alors qu'elle est désastreuse pour nos finances.

Nos pouvoirs restent soumis au bon vouloir de l'exécutif. On légifère à Paris, on débat, puis par un décret, les frais de la discussion et ses résultats nous sont imposés. Nous avons épuisé tous les moyens dont nous disposons pour modifier cet état de choses. Autrefois, on nous suggérait de symboliques réductions de crédits pour manifester notre réprobation. La satisfaction, elle aussi restait symbolique. Aucune réponse ne parvint jamais, en retour de nos justes réclamations. Nous tentâmes alors de supprimer une dépense inadmissible : Paris nous informa qu'à la suite d'une erreur d'écriture, la somme dont nous repoussions l'engagement devait être doublée... Nous avons récemment réduit de 2/10 l'indemnité de déplacement. Mais cette mesure n'a eu d'autre effet que de vider la caisse de réserve. Le Ministre de la France d'Outre-Mer a bien voulu nous écrire qu'il s'occupait de la question. Son intervention a été couronnée de succès. Jugez-on : Une partie de l'indemnité disparaît.... mais.... pour être intégrée sous d'autres appellations dans la solde, avec une légère augmentation. Afin de faciliter les calculs....

Il nous reste bien la possibilité de rejeter purement et simplement le budget. Cette fois, on ne pourrait plus nous appeler les "Beni-oui-oui"... comme le bruit en court avec persistance, mais la logique administrative est toute prête à reconduire celui de 1951, et comme il est déjà dépassé par les besoins de 1952, les dépenses urgentes et d'intérêt public resteront bloquées pour faire face, à celles, dites obligatoires. Car la solde est sacrée.

Je vous conseille donc de supporter cette situation avec patience. Un coup d'éclat satisferait sans doute notre honnêteté, mais n'améliorerait pas la situation. Toute ce que je puis timidement espérer, est l'établissement d'un budget tout au moins passable. Puis devra venir une politique nouvelle, qui convienne à un Territoire aussi éloigné et brimé que le nôtre, victime hétérogène des tergiversations du pouvoir central. Les bouleversements ministériels nous lassent. De même que les décisions inconsidérées de certains bureaux qui ne connaissent rien, ou presque, de notre géographie, de nos besoins, de nos nécessités, de notre topographie, et ont une nette tendance à nous assimiler aux Africains.

On ne nous prescrit des économies que pour nous les dissiper. Et au profit d'autres que ceux qui les ont réalisées.

Je veux que l'on sache que mon but n'est point de m'intéresser à des personnes, pour leur distribuer la louange ou l'opprobre mais seulement de critiquer des méthodes. Si mon mauvais langage a pu vous tromper, il est temps que je rectifie. Que ceux qui se sentent visés, pensent à la somme de sacrifices que je m'impose en faisant abstraction de mes amitiés, de mes relations, de mes intérêts personnels, pour accomplir un devoir qui ne vaudra de devenir l'objet de bien des ressentiments, sans qu'en contre-partie, se décalassent des expressions de reconnaissance.

Peut-être, ceux-là comprendront-ils que le but que je poursuis, est de remplir avec intégrité le mandat qui m'est confié, et servir les seuls intérêts de Tahiti,

et ceux de la France,

en appelant l'attention de ses représentants sur leurs humaines erreurs...

(Applaudissements)

oOo

M. LEBOUCHER : En ma qualité de Vice-Président, je déclare ne pouvoir admettre certains passages de votre discours, Monsieur le Président.

LE PRÉSIDENT : J'en prends toute la responsabilité, M. LEBOUCHER.

M. POROI : J'appuie l'intervention de M. LEBOUCHER, M. le Président; vous nous avez pris au dépourvu. J'aurais préféré que ce discours ~~soit~~ nous soit communiqué avant d'être rendu public. Bien entendu, nous avons beaucoup de choses à reprocher à l'Administration, mais nous devons ~~aussi~~ même reconnaître les bienfaits de la France. Ici, vous avez parlé en toute liberté, n'oubliez pas que vous n'auriez pas pu le faire en d'autres territoires administrés par d'autres nations.

(applaudissements)

LE PRÉSIDENT : Et pourquoi ne dirais-je pas ce que je pense ? Nous sommes en pays démocratique et avons le droit de dénoncer les erreurs que nous relevons !

M. POROI : Vous êtes ici au sein de l'Assemblée Représentative. Vous auriez pu exposer vos griefs librement, mais au cours des débats.

LE PRÉSIDENT : Et que fait-on d'autre au Parlement ?

M. PIN : Je me sens quelque peu visé par ce discours, car je suis, moi aussi, un des ces Français venus ici et qui n'ont pas accouché des femmes indigènes dans la brousse, mais qui les ont toujours défendues. Je ne puis donc approuver tout ce que vous avez dit.

Devant cette utilisation détournée, comment et quand pourra-t-on parler "confiance" ?

Les textes réputés provisoires de 1946, ainsi que ceux en préparation - n'ayez pas d'illusion, ils sortent des mêmes tiroirs à clichés - nous laissent dans l'ignorance. Nous n'aurons toujours qu'un devoir : entériner les exigences d'une administration à laquelle nos aspirations restent étrangères. La conduite de cette Administration n'a pas varié depuis un demi-siècle : les débats de notre vieux Conseil Général en font foi. Par ailleurs, il ne serait pas tellement dommageable de nous priver du secours administratif, tel qu'il est présentement pratiqué. Cela nous permettrait peut-être d'évoluer vers l'autonomie administrative et financière, vers cette décentralisation que la constitution nous a promise depuis 1946, et la raison, l'équité, la sagesse tout court, militent en faveur de cette cause. La France qui revendique l'honneur d'avoir inventé la liberté et d'avoir enfanté la déclaration des droits de l'homme, doit faire droit à nos requêtes. Elles ne tendent qu'à laisser respirer à l'aise 60.000 habitants qui ne menacent personne et ne demandent rien d'autre que de vivre en paix, et de leur travail.

oo

J'en ai fini, Messieurs,

Tout ce qui nuit au Territoire, à sa réputation, au bien-être de sa population, méritait d'être connu. Dans le cas contraire, je me serais considéré coupable d'entretenir l'équivoque.

Je dois cependant encore faire savoir que je refuse tout net, d'entendre déformer mes paroles et mes intentions. Que l'on ne me fasse pas dire ce que je n'ai pas dit. Nous ne sommes pas anti-français, et ne pouvons l'être. Le Tahitien n'a jamais failli à ses devoirs. Nos sentiments n'ont jamais varié. Et ce que j'ai dit aujourd'hui, je l'ai dit sous la protection des lois françaises. Nous sommes de la grande famille française. Mais il ne nous paraît pas équitable que certains membres de cette famille supportent des charges qui incombent aux plus forts, ou qu'une partie de la tribu vive aux dépens de l'autre. L'admettre serait, de la part de nos éducateurs, une faute psychologique regrettable.

Sous cet amoncellement de considérations pessimistes, je regrette sincèrement de devoir négliger les noms de ceux qui, à quelque poste qu'ils servent, accomplissent consciencieusement leur métier de serviteur de l'Etat, donc de serviteur de la collectivité. Ils ne pourront que se réjouir de nous entendre tourmenter ceux qui ne pourraient ne considérer la vocation coloniale qu'en fonction de ses avantages, alors que l'on nous a toujours appris qu'il s'agissait d'un don de soi-même à d'autres communautés. Où sont les pionniers de la grande époque ?..... les Van Vollenhoven ?.... Les Bernard ? Les hommes qui, dans la brousse, accouchent les femmes indigènes, soignent les enfants, rendent la justice, assurent la protection de l'indigène isolé ?

Nulle comparaison n'est soutenable entre ces situations et les sinécures tahitiennes. Nous savons que les hommes qui viennent ici ont des qualités et des moyens. Nous regrettons qu'ils les laissent inemployés, les laissent dépérir, parfois faute de compréhension, parfois atteints par les délices du lieu, pour ne concentrer leur attention que sur leur bien-être, la durée de leur séjour, et autres préoccupations personnelles.